

# L'opposition de gauche, favorite des élections législatives anticipées en Slovaquie

de Corinne Deloy

**ANALYSE**1 mois avant  
le scrutin

Les Slovaques sont appelés aux urnes le 10 mars prochain pour des élections législatives anticipées consécutives au vote de défiance du Conseil national de la République, chambre unique du parlement, le 11 octobre dernier, à l'encontre du gouvernement de la Premier ministre Iveta Radicova (Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique, SDKU-DS). Ces élections législatives sont le troisième scrutin anticipé (après les élections législatives de 1994 et 2006) dans le pays depuis l'indépendance de 1993.

2 971 candidats issus de 26 listes de candidats, dont 15 ont présenté des listes de 150 personnes (nombre de députés) ont été enregistrées (+8 par rapport au dernier scrutin du 12 juin 2010). Depuis 2004, les Slovaques vivant à l'étranger peuvent participer aux élections législatives. En 2010, seuls 5 861 d'entre eux avaient voté.

L'opposition de gauche, représentée par Direction-Démocratie sociale (SMER-SD), parti dirigé par l'ancien Premier ministre (2006-2010), Robert Fico, est le grand favori du scrutin.

## La crise politique

Le 11 octobre dernier, le Conseil national de la République s'opposait par 124 voix, contre 55 et 60 abstentions à l'adoption du Fonds européen de stabilité financière (FESF) approuvé par les 27 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne le 9 mai 2010, et destiné à préserver la stabilité financière de l'Union en fournissant une assistance financière aux Etats de la zone euro en difficulté économique. La Premier ministre Iveta Radicova avait lié la ratification du texte européen à un vote de confiance de son gouvernement. Une tactique qui a échoué, les députés ayant préféré dire « non » au gouvernement en place – qui rassemblait le SDKU-DS, Most-Hid, Liberté et solidarité (SaS) et le Mouvement chrétien-démocrate (KDH) – aux dépens du FESF sur lequel la Slovaquie était le dernier Etat membre de l'Union européenne à se prononcer. Les députés du principal parti d'opposition (SMER-SD) et tous les parlementaires de Liberté et solidarité (sauf un) ont voté contre.

« Le vote « 2 en 1 » était une solution de la dernière chance car les partis du gouvernement

*avaient négocié intensément depuis le mois de mai mais les solutions de compromis qui auraient permis à Liberté et solidarité de sauver la face ont été rejetées dans les trois dernières semaines »* a déclaré Marek Rybar, politologue de l'université Comenius. Le leader du SDKU-DS Mikulas Dzurinda avait offert un compromis à Richard Sulik, leader de SaS, en lui proposant le soutien de la coalition gouvernementale à la nomination de Kamil Krnac, candidat du SaS à la tête du Bureau de la sécurité nationale (NBU) et le maintien de ses ministres au sein du gouvernement en échange du soutien de son parti au FESF. En vain. Richard Sulik a dénoncé le lien, qu'il a qualifié de « *chantage* », fait par la Premier ministre Iveta Radicova entre la question de la confiance au gouvernement et celle du texte européen. Le SaS a mis en avant le fait que la Slovaquie, deuxième pays le plus pauvre de l'eurozone, n'est pas en mesure de prêter de l'argent à des Etats endettés ou de payer pour la recapitalisation des banques.

Le 14 octobre, le FESF a été adopté lors d'un 2e vote par 114 voix, contre 30 et 3 abstentions.

Robert Fico (SMER-SD) a voté cette fois-ci en faveur du mécanisme européen. « *« Non » au gouvernement d'Iveta Radicova mais « oui » au FESF* » a-t-il déclaré. La veille, le Parlement avait voté une loi constitutionnelle permettant l'organisation d'élections législatives anticipées le 10 mars 2012.

### Le système politique slovaque

Le Conseil national de la République (Narodna rada Slovenskej republiky) comprend 150 membres élus pour 4 ans au scrutin proportionnel sur des listes bloquées au sein d'une seule circonscription nationale. Afin de pouvoir se présenter aux élections, tout parti ou mouvement doit déposer une caution de 16 596 € qui lui sera rendue s'il recueille au moins 2% des suffrages et rédiger une déclaration certifiant qu'il réunit au moins 10 000 adhérents. Si les effectifs d'un parti sont inférieurs, celui-ci peut néanmoins déposer une pétition de soutien contenant un nombre de signatures lui permettant d'atteindre ce chiffre. Les partis ayant obtenu plus de 3% des voix lors du précédent scrutin législatif ont droit à une subvention d'Etat. Tout parti doit recueillir au moins 5% des suffrages exprimés pour être représenté au parlement, une coalition de 2 ou 3 partis au minimum 7% (10% si elle réunit 4 partis ou +). Les candidats doivent être âgés d'au moins 21 ans et résider de façon permanente en Slovaquie.

6 partis politiques sont représentés dans l'actuel Conseil national de la République:

- Direction-Démocratie sociale (SMER-SD), créé le 29 octobre 1999 et dirigé par l'ancien Premier ministre (2006-2010), Robert Fico, possède 68 sièges ;
- l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS) de la Premier ministre sortante Iveta Radicova qui a fusionné avec le Parti démocratique le 21 janvier 2006, compte 28 députés ;
- Liberté et solidarité (Sloboda a Solidarita, SaS), fondée en 2008 par son actuel leader, l'économiste et père de l'impôt à taux unique en Slovaquie, Richard Sulik, possède 22 sièges ;
- le Mouvement chrétien-démocrate (KDH), créé en février 1990 et dirigé par Jan Figel, compte 15 députés ;

- Most-Hid (qui signifie « pont »), fondé le 30 juin 2009 par son actuel leader Bela Bugar, possède 14 sièges ;
- le Parti national (SNS), populiste, créé en décembre 1989 et dirigé par Jan Slota, compte 9 députés.

### Direction-Démocratie sociale, grand favori du scrutin

Direction-Démocratie sociale (SMER-SD) est le premier parti de Slovaquie depuis de nombreuses années. Son leader Robert Fico aime d'ailleurs à railler les autres partis obligés de faire campagne et de « se vendre comme des marques », une mesure dont le SMER-SD n'a selon lui nul besoin. Le parti est en effet en campagne depuis les élections législatives du 12 juin 2010.

En octobre dernier, après la chute du gouvernement d'Iveta Radicova, Robert Fico a indiqué que le SMER-SD resterait dans l'opposition jusqu'au dernier jour du mandat et n'essaierait pas de renforcer sa position au Parlement. Le SMER-SD a ouvertement utilisé le vote sur le FESF pour faire tomber le gouvernement avant d'accepter le texte après avoir obtenu l'organisation d'élections législatives anticipées. Robert Fico devrait cependant être amené par une partie de ses sympathisants à s'expliquer durant la campagne sur son soutien au FESF.

Le SMER-SD se veut le défenseur du niveau de vie et du pouvoir d'achat des Slovaques et répète que la hausse des prix, qui est la plus élevée au sein de l'Union européenne, est l'échec du gouvernement de la Premier ministre Iveta Radicova à qui il reproche également la hausse du taux de chômage et la dégradation des conditions de vie dans le pays. Il souhaite que les prix de l'énergie et de l'alimentation soient contrôlés par l'Etat et envisage d'augmenter les impôts pour les plus fortunés et les entreprises. Selon lui, les électeurs devront choisir « *entre le chaos ou un gouvernement stable et fort* ». Selon certaines enquêtes d'opinion, le SMER-SD pourrait atteindre la majorité absolue au Parlement, soit 76 sièges. Robert Fico affirme cependant qu'en cas de victoire, il formera une coalition avec un autre parti, sans préciser lequel.

Le président de la République Ivan Gasparovic s'est déclaré certain de la victoire du SMER-SD le 10 mars. « *Les électeurs doivent savoir que nous avons besoin d'un gouvernement stable qui garantira les réformes et la position de Slovaquie dans l'Union européenne, la politique étrangère et l'économie du pays* » a souligné le chef de l'Etat.

### Les partis de la coalition gouvernementale sortante

Le programme de l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS) s'intitule « *4x4 élections* ». « *Pour un terrain difficile, le 4x4 est le meilleur véhicule* » affirme le SDKU-DS qui s'appuie sur son expérience et demande le parti d'un gouvernement solide. Le parti promet de baisser les dépenses publiques mais s'oppose à l'accroissement des impôts. Il souhaite simplifier le système fiscal et préserver l'impôt à taux unique pour la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés, communément appelé flat tax et actuellement fixé à 19%.

Ivan Miklos, ministre des Finances sortant et leader parlementaire du SDKU-DS, a désigné l'accroissement du chômage comme le principal problème du pays. Il déplore de ne pas avoir pu mettre en place le programme en faveur de l'emploi qu'il a élaboré avec Jozef Mihal (SaS), ministre du Travail, des Affaires sociales et de la famille, Il a affirmé que l'Etat devait garantir un stage, qui pourrait être offert par les institutions publiques, ou permettre la requalification des jeunes diplômés qui ne trouvent pas de travail dans les six mois suivants l'obtention de leur diplôme. Par ailleurs, il a indiqué que le déficit budgétaire s'établirait à 4,9% du PIB en 2011 (il atteignait 8% en 2010) et pourrait baisser à 3,5% cette année pour atteindre 1% en 2013. Mikulas Dzurinda, leader du SDKU-DS, ministre des Affaires étrangères sortant et ancien Premier ministre (1998-2006), pense que l'Europe sortira renforcée de la crise socioéconomique qu'elle traverse actuellement et souhaite un renforcement de la stabilité de la zone euro.

« *Il n'est pas possible d'évaluer réellement les me-*

*sures prises par le gouvernement d'Iveta Radicova cette année* » a souligné Lazlo Ollos, analyste politique « *Il a voté quelques réformes qui n'ont pu être finalisées dont on ne peut donc pas vraiment parler* » a-t-il ajouté. « *Le gouvernement ne pouvait subsister avec les différences fondamentales qui existaient entre ses différents membres* » a déclaré Grigorij Meseznikov, président du think tank l'Institut des affaires publiques, ajoutant « *Les relations avec Liberté et solidarité ont empiré au point que la Premier ministre Iveta Radicova ne pouvait continuer à coopérer avec ce parti qui a refusé de la soutenir sur un sujet aussi important* ».

Le SDKU-DS est secoué à quelques semaines du scrutin par l'affaire Gorilla, nom d'une opération des services de renseignements slovaques, qui a éclaté en décembre dernier après la publication de documents secrets et d'enregistrements de conversations mis en ligne sur Internet. Ces derniers font état de conversations entre Jaroslav Hascak, président du groupe financier Penta, et plusieurs hommes politiques entre 2005 et 2006 et contiennent également des informations sur le financement des principaux partis. Gorilla révèle les liens du monde de la politique avec celui des affaires. Le SDKU-DS, au pouvoir en 2005-2006, en est la première victime même si les autres partis ne sont pas épargnés.

La liste du SDKU-DS sera conduite par Mikulas Dzurinda. Les ministres des Finances Ivan Miklos et de la Justice Lucia Zitnanska (SDKU-DS) occuperont les 2e et 3e places. La chef du gouvernement sortante Iveta Radicova a annoncé son retrait de la vie politique. Mikulas Dzurinda a indiqué que le SDKU-DS ne participerait pas une coalition gouvernementale avec le SMER-SD mais n'a pas exclu la possibilité de gouverner de nouveau avec le SaS. Le parti préfère cependant se concentrer sur une collaboration avec ses partenaires actuels que sont le Mouvement chrétien-démocrate (KDH) et Most-Hid.

Liberté et solidarité (SaS) a proposé l'organisation d'un référendum sur le fonctionnement de l'Union européenne et de la zone euro le même jour que

les élections législatives. Le parti souhaite ainsi améliorer la participation électorale et minimiser le coût de cette consultation populaire. « *Le FESF est la plus grande menace qui pèse sur l'Europe* » a déclaré Richard Sulik. Le parti fera du fonds européen un enjeu majeur des élections législatives. « *La Slovaquie a les salaires les plus faibles de la zone euro. Comment suis-je supposé expliquer aux gens que nous allons augmenter la TVA pour que les Grecs puissent toucher des pensions de retraite trois fois plus élevées que celles des Slovaques ?* » répète Richard Sulik.

Le leader chrétien-démocrate Jan Figel, ministre des Transports sortant, défend une position inverse. Pour lui, « *la Slovaquie ne doit pas rester isolée ou sombrer dans le populisme* ». « *L'euro est la monnaie des Slovaques, pas seulement celle de l'Europe* » a-t-il déclaré Jan Figel qui voit dans une victoire de SMER-SD les pires choses qui pourraient arriver à son pays. « *Lors du scrutin, les électeurs peuvent voter en faveur de la politique socialiste de Direction-Démocratie sociale qui conduit à l'endettement et à l'effondrement du pays à la manière de ce qui se passe en Grèce ou pour la voie de liberté responsable que nous proposons et qui conduit à la croissance de l'emploi et à la prospérité économique* » a-t-il affirmé.

Le programme de Most-Hid prévoit de nouvelles coupes dans les dépenses publiques pour ramener le déficit au-dessous des 4,9% du PIB. Le parti a exclu toute participation à une coalition gouvernementale dirigée par SMER-SD. 8 de ses 14 députés ont déclaré qu'ils concourraient aux élections législatives en candidats indépendants.

### Les autres partis

Le Parti national (SNS) se bat contre l'« *islamisation* » de la Slovaquie. « *Je ne dis pas qu'une religion est pire qu'une autre ou qu'une telle est meilleure, je parle des problèmes qu'entraîne la coexistence de l'islam et de l'église catholique romaine* » a souligné Andrej Danko, leader parlementaire du SNS. Il souhaite également organiser un

référendum sur la langue du pays. Le slovaque est l'unique langue officielle du pays depuis la loi de juillet 2009. Toutefois, les communes qui comptent plus de 20% de leurs habitants membres d'une minorité linguistique peuvent utiliser une autre langue. Les langues minoritaires reconnues dans le pays sont le hongrois, le romani, le tchèque, le ruthène, l'ukrainien, l'allemand, le croate, le polonais et le bulgare.

Le Parti de la coalition hongroise (SMK), actuellement non représenté au Parlement, espère y siéger de nouveau. « *Tout résultat supérieur à 5% des suffrages sera un succès* » a indiqué son leader Jozef Berenyi. Il a centré sa campagne électorale sur 4 enjeux : le travail, l'éducation dans la langue maternelle, l'amélioration du système de santé et l'augmentation des pensions de retraite.

2012 pourrait bien être l'année de la fin de la longue carrière politique de Vladimir Meciar, ancien Premier ministre (1993-1994 et 1994-1998) qui a annoncé son retrait de la vie publique dans le cas où son parti, le Parti populaire-Mouvement pour une Slovaquie démocratique (LS-HZDS), ne recueillerait pas les 5% de suffrages obligatoires pour être représenté au Parlement.

### Une éclosion de nouveaux partis

Ces derniers mois, la scène politique slovaque a vu l'éclosion de nouveaux partis. Ils pourraient, même sans recueillir un très grand nombre de voix, gêner les partis et notamment SMER-SD qui pourrait ne pas obtenir la majorité absolue. Ils pourraient également créer la surprise comme cela a été le cas dans certains pays voisins. En République tchèque, Tradition, responsabilité, prospérité 09 (TOP 09) de Karel Schwarzenberg et Affaires publiques (VV) dirigé par Radek John ont recueilli ensemble 27,58% des suffrages lors des élections législatives des 28 et 29 mai 2010. En Pologne, le Mouvement Palikot (RPP) est arrivé en 3<sup>e</sup> position au scrutin du 9 octobre 2011 avec 9,94% des voix. Enfin, le 4 décembre 2011, Slovénie positive, créé par le maire de Ljubljana, Zoran Jankovic, est arrivé en tête avec 28,54% des suffrages aux

élections législatives. La Liste des citoyens-Gregor Virant, autre parti de création récente, a obtenu 8,42% des voix.

Parmi ces nouveaux partis, le Parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes (OL), créé le 28 octobre dernier et dirigé par Igor Matovic, veut introduire du sang neuf dans la vie politique slovaque. 4 de ses candidats – Igor Matovic, Erika Jurinova, Martin Fecko, Jozef Viskupic – ont été élus sur la liste de SaS lors du scrutin du 12 juin 2010. Le Parti du monde libre (SSS) est dirigé par Nora Mojsejova, originaire de Kosice, femme d'affaires controversée qui a présenté des émissions de télé réalité. Son programme porte sur la baisse de la TVA pour les produits alimentaires de base et les produits pharmaceutiques, l'augmentation du salaire minimum et du minimum retraite et l'émulation du monde des affaires. Enfin, Nation et justice-Notre parti (NaS-ns) a été créé par Anna Belousovova, exclue du SNS mais proche de ses thèses.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Focus et publiée le 2 février dernier, Direction-Démocratie sociale (SMER-SD) arriverait en tête des élections législatives avec 41,4% des suffrages, soit 72 sièges. Il serait suivi par le Mouvement chrétien-démocrate (KDH) 9,6% (16 sièges), l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS) 8,2% (14 sièges), Liberté et solidarité (SaS) 7,6% (13 sièges), Most-Hid 7,2% (13 sièges) et le Parti national (SNS), 5,6% (10 sièges). Enfin, le Parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes ferait son entrée au Parlement avec 6,8% (12 sièges). Le Parti populaire-Mouvement pour une Slovaquie démocratique de Vladimir Meciar obtiendrait moins de 2%. Les deux tiers des Slovaques (64%) ont cité l'emploi comme l'enjeu le plus important du scrutin (le taux de chômage s'établissait à 13,59% en janvier 2012) ; 53% ont également mentionné la baisse du niveau de vie et 29% les défaillances du système de santé et la corruption dans un sondage réalisé par l'Institut des affaires publiques.

#### Rappel des résultats des élections législatives du 12 juin 2010 en Slovaquie

Participation : 58,83%

Partis politique	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
<b>Direction-Démocratie sociale (SMER-SD)</b>	880 111	34,79	68
<b>Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS)</b>	390 042	15,42	28
<b>Liberté et solidarité (SaS)</b>	307 287	12,14	22
<b>Mouvement chrétien-démocrate (KDH)</b>	215 755	8,52	15
<b>Most-Hid</b>	205 538	8,12	14
<b>Parti national (SNS)</b>	128 490	8,07	9
<b>Parti de la coalition hongroise (SMK)</b>	109 638	4,33	0
<b>Parti populaire-Mouvement pour une Slovaquie démocratique (LU-HZDS)</b>	109 480	4,32	0
<b>Autres</b>	180 044	7,24	0

Source : Bureau des statistiques slovaque : [http://app.statistics.sk/nrsr\\_2010/sr/tab3.jsp?lang=sk](http://app.statistics.sk/nrsr_2010/sr/tab3.jsp?lang=sk)

**J-7**  
7 jours avant  
le scrutin

## L'opposition de gauche devrait arriver en tête des élections législatives slovaques

4,3 millions de Slovaques vont renouveler les 150 membres du Conseil national de la République (Narodna rada Slovenskej republiky), chambre unique du Parlement, lors d'élections législatives anticipées qui se tiendront le 10 mars prochain. Le scrutin est consécutif au vote de défiance des députés à l'encontre du gouvernement de la Premier ministre Iveta Radicova (Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique, SDKU-DS) le 11 octobre dernier. 26 listes de candidats sont en lice pour ce scrutin qui se caractérise par un nombre record de candidats (52) ayant décidé de quitter la liste du parti sur lequel ils étaient inscrits au cours des dernières semaines. Le Parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes (OL'aNO) d'Igor Matovic est le plus touché par ce phénomène : 30 des ses candidats se présentent désormais en indépendants.

728 Slovaques résidant à l'étranger se sont inscrits pour remplir leur devoir civique par correspondance. Ils étaient 570 lors du dernier scrutin législatif du 12 juin 2010. La majorité des Slovaques expatriés vivent en République tchèque voisine ; ils sont également nombreux aux Etats-Unis, au Canada. Milan Vetrak, chef du bureau des Slovaques de l'étranger (USZZ), s'attend à une participation des expatriés plus forte qu'il y a 2 ans, en réaction à la chute du gouvernement d'Iveta Radicova qui a été particulièrement mal perçue par cette partie de la population.

Le référendum que le Parti national (SNS) voulait organiser le même jour que les élections législatives sur la langue slovaque (il souhaitait que le slovaque soit reconnu comme la seule langue officielle du pays) ne sera pas organisé. Pour beaucoup d'analystes politiques, cette consultation populaire aurait été anticonstitutionnelle, l'utilisation des langues minoritaires dans la communication officielle étant considérée par la Loi fondamentale slovaque comme l'une des libertés et des droits fondamentaux. Ainsi, l'affichage bilingue est obligatoire dans les communes du pays dont au moins 20% des habitants appartiennent à une minorité.

La campagne officielle a débuté le 18 février dernier. A une semaine du scrutin, l'opposition de gauche, représentée par Direction-Démocratie sociale (SMER-SD), parti dirigé par l'ancien Premier ministre (2006-2010), Robert Fico, reste le grand favori des enquêtes d'opinion.

L'affaire Gorilla, nom d'une opération des services de renseignements slovaques qui a été rendue publique en décembre dernier avec la publication de documents secrets et la mise en ligne d'enregistrements de conversations sur Internet datant des années 2005 et 2006, figure désormais au cœur de la campagne électorale. Les enregistrements ont révélé les liens du monde de la politique avec celui des affaires. Les conversations de Jaroslav Hascak, président du groupe financier Penta, avec plusieurs hommes politiques, dont Jirko Malcharek (Alliance du nouveau citoyen, ANO),

ministre de l'Economie de l'époque (2005-2006), font état de versements de pots-de-vin et de blanchiment d'argent lors de la privatisation d'entreprises. Elles contiennent également des informations – corroborées par d'autres renseignements – sur le financement des principaux partis politiques du pays. L'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS) de la Premier ministre sortante Iveta Radicova, qui était au pouvoir en 2005-2006, est la première victime de ce scandale, notamment par le biais de l'actuel leader du parti, ministre des Affaires étrangères sortant et



ancien Premier ministre (1998-2006), Mikulas Dzurinda et du ministre des Finances Ivan Miklos. Les autres partis ne sont toutefois pas épargnés même si le leader de l'opposition Robert Fico (SMER-SD) évite consciencieusement d'évoquer l'affaire (les enregistrements révèlent qu'il a rencontré le président de Penta, Jaroslav Hascak).

Un tribunal de Bratislava a interdit la publication du livre écrit sur l'affaire Gorilla par Tom Nicholson, journaliste slovaque-canadien qui a été le premier à révéler le scandale, à la demande du président de Penta Jaroslav Hascak qui affirmait que l'ouvrage menaçait la protection de ses droits. Le livre circule toutefois librement sur Internet et son interdiction constitue certainement sa meilleure publicité. Dans cette affaire, personne ne semble plus rien contrôler ces derniers temps, pas plus le pouvoir politique que les milieux d'affaires ou même les médias et tous se retrouvent éclaboussés par le scandale qui accroît la défiance et la désillusion, déjà élevées dans le pays, de la population slovaque à l'égard de ses élites. Plusieurs manifestations ont été organisées au cours des dernières semaines pour dénoncer les malversations mises à jour par l'affaire Gorilla à Bratislava mais également en province, par exemple à Poprad et à Prievidza. Un nouveau rassemblement doit avoir lieu la veille des élections législatives le 9 mars.

Liberté et solidarité (Sloboda a Solidarita, SaS), membre du gouvernement sortant, est soupçonné par beaucoup d'être à l'origine de la publication du dossier Gorilla. Le leader du parti, Richard Sulik, évoque une « *alliance de vieilles structures corrompues* ». Son parti, créé en 2008 et qui n'existait donc pas à l'époque de l'affaire, est en effet le seul (avec le Parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes) à ne pas être éclaboussé par le scandale et pourrait en tirer profit lors du scrutin législatif. SaS figure d'ailleurs parmi les critiques les plus virulents des responsables politiques et des partis mis en cause dans l'affaire. Le parti de Richard Sulik a toutefois été affecté par un scandale : l'ancien ministre de la Défense Lubomir Galko (SaS) a ainsi été contraint à la démission le 23 novembre 2011 après qu'il a été révélé qu'il avait fait espionner un journaliste par les

services secrets. En outre, Richard Sulik a été mis en cause après la mise en ligne le 23 février dernier de l'enregistrement de sa conversation avec l'homme d'affaires Marian Kocner. Il ressort de celle-ci que le leader de SaS souhaitait (avant la chute du gouvernement le 11 octobre dernier) remplacer la Premier ministre Iveta Radicova par le ministre des Finances Ivan Miklos. L'homme politique dévoile également à Marian Kocner que plusieurs députés membres de partis appartenant à la coalition gouvernementale se sont vus offrir la somme de 300 000 € chacun pour voter en faveur de Dobrosla Trnka, candidat à sa réélection au poste de procureur général, en décembre dernier. Alors que l'un de ces députés était membre de SaS, Richard Sulik n'avait pas jugé bon d'en informer les services de police. Il a présenté ses excuses après la mise en ligne de l'enregistrement et promis que de telles choses ne se reproduiraient plus. Richard Sulik s'est également engagé à renoncer à son mandat de député s'il ne recueillait pas le plus grand nombre de votes préférentiels sur son nom le 10 mars prochain.

Les derniers scandales politico-financiers touchent davantage les membres et les sympathisants des partis de droite. Sur ce côté de l'échiquier politique, une nouvelle génération, moins favorable à l'Union européenne et plus radicale, est en train d'émerger et ses membres pourraient accéder rapidement à des postes de responsabilité. Le leader du SDKU-DS, Mikulas Dzurinda, a déclaré qu'il n'envisageait pas de quitter la tête de son parti, qui tient habituellement un congrès dans les 6 mois suivants des élections législatives ; à cette occasion, son leadership pourrait être remis en cause, notamment si le parti échoue à entrer au parlement le 10 mars prochain.

Lucia Zitnanska, ministre de la Justice sortante, a déclaré que si le SDKU-DS était évincé du Conseil national de la République, Mikulas Dzurinda devrait démissionner de son poste. Elle a d'ores et déjà annoncé qu'elle pourrait se présenter à sa succession et plusieurs leaders régionaux du parti – Ondrej Matej de la région de Presov et Martin Fedor de celle de Trenčin – lui ont publiquement exprimé leur soutien.

Les principaux partis politiques slovaques ont signé avec trois organisations non gouvernementales –

Transparency International Slovaquie, l'Institut pour les réformes économiques et sociales (INEKo) et l'Institut pour la gouvernance de la Slovaquie (SGI) – un texte les engageant à améliorer la transparence dans leur financement. Le texte met en avant 7 mesures, dont 6 sont des recommandations du Conseil de l'Europe. Le Parti populaire-Mouvement pour une Slovaquie démocratique (LU-HDZ) de Vladimir Meciar et le Parti national slovaque (SNS) ont refusé de signer ce pacte.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut MVK, Direction-Démocratie sociale (SMER-SD) devrait arriver largement en tête du scrutin avec 40,6% des suffrages, soit 84 sièges. Il serait suivi du Mouvement chrétien-démocrate (KDH), qui serait donc le premier parti de droite avec 12,7% des voix (26 sièges). Le Parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes recueillerait 7% (15 sièges), Liberté

et solidarité (SaS) 6,1% (13 sièges) et Most-Hid 5,9% (12 sièges). Trait marquant de ce sondage : l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS) n'obtiendrait pas le minimum de 5% des suffrages exprimés indispensable pour être représenté au parlement. Le Parti de la coalition hongroise (SMK) de Pal Csaky et le Parti national seraient dans le même cas. Par ailleurs, selon une autre enquête d'opinion réalisée par l'institut MVK, le leader de l'opposition Robert Fico est aux yeux des Slovaques l'homme politique le plus crédible du pays (37,1%). La Premier ministre sortante Iveta Radicova arrive en 2e position avec 18,2% et le président de la République Ivan Gasparovic à la 3e place (14,3%). En revanche, interrogés sur les politiciens les moins crédibles, les Slovaques citent en premier Mikulas Dzurinda auquel plus de la moitié de ses concitoyens (52,6%) dénie toute crédibilité. Le leader du SDKU-DS devance le leader d'extrême droite Jan Slota (SNS) qui obtient 34,4%.

## Le parti de Robert Fico, Direction-Démocratie sociale, (gauche) remporte la majorité absolue aux élections législatives slovaques, une première dans le pays.

### RESULTAT

Direction-Démocratie sociale (SMER-SD), parti dirigé par l'ancien Premier ministre (2006-2010), Robert Fico, est arrivé largement en tête des élections législatives anticipées qui se sont déroulées en Slovaquie le 10 mars. Il a recueilli 44,41% des suffrages et remporté 83 des 150 sièges du Conseil national de la République (Narodna rada Slovenskej republiky), chambre unique du parlement, soit +15 par rapport au scrutin législatif du 12 juin 2010. Pour la première fois depuis l'indépendance du pays en 1993, un parti parvient à remporter la majorité absolue aux élections législatives.

Le SMER-SD a devancé le Mouvement chrétien-démocrate (KDH) de Jan Figel et le Parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes (OL'aNO), créé le 28 octobre dernier et dirigée par Igor Matovica, qui ont obtenu respectivement 8,82% et 8,55% des voix et chacun 16 sièges (+ 1 pour le KDH). Most-

Hid a recueilli 6,89% des suffrages (13 sièges, - 1). L'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS), parti de la Premier ministre sortante Iveta Radicova, a obtenu 6,09% et 11 sièges (-17) et Liberté et solidarité (Sloboda a Solidarita, SaS), 5,88% et 11 sièges (- 11).



La participation a été plus élevée que ne le prévoient les enquêtes d'opinion. Elle s'est élevée à 59,11%, soit très légèrement au-dessus de celle enregistrée lors du scrutin de juin 2010 (+ 0,28 point).

« *Les résultats m'ont surpris* » a déclaré Robert Fico à l'issue du scrutin. « *L'essentiel, c'est que nous avons réussi avec le programme que nous avons offert aux Slovaques comme une alternative à la droite* » a-t-il ajouté. « *Nous sommes hostiles aux privatisations, favorables à une meilleure protection juridique des salariés, nous prônons des investissements publics importants. Voilà le programme que nous nous efforçons de mettre en œuvre* » avait-il souligné. En dépit de sa large majorité, le leader du SMER-SD a indiqué qu'il était prêt à s'allier à d'autres partis qui soutiendraient son programme.

« *Plus qu'au triomphe de la gauche, on assiste à l'effondrement de la droite, celle-ci est ravagée* » indique Etienne Boisserie, historien spécialiste de la Slovaquie à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO). Les partis libéraux ont en effet pâti de l'affaire Gorilla, nom donné au scandale politico-financier révélé par la mise en ligne d'enregistrements de conversations sur Internet en décembre dernier qui font état de versements de pots-de-vin et de blanchiment d'argent lors de la privatisation d'entreprises en 2005-2006, période où la droite était au pouvoir. « *Environ la moitié des électeurs qui votent traditionnellement pour les partis de droite estiment qu'aucun d'entre eux ne mérite leur confiance. Le scandale Gorilla a aidé les partis protestataires appelant au départ des politiciens corrompus* » a indiqué Marian Lesko, journaliste au magazine économique Trend, la veille du scrutin. « *C'est clair, nous devons nous en prendre à Gorilla* » a déclaré Mikulas Dzurinda, leader du SDKU-DS, ministre des Affaires étrangères sortant et ancien Premier ministre (1998-2006), à l'issue de l'annonce des résultats.

Le scandale a notamment profité à l'opposition de gauche et au nouveau parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes qui fait son entrée au Parlement. Igor Matovic, qui a quitté Liberté et solidarité (SaS) il y a un an, avait déclaré avoir passé (avec succès) un test au détecteur de mensonges pour prouver qu'il était exempt de toute corruption.

Robert Fico a beaucoup critiqué ces deux dernières années la politique de coupes dans les dépenses publiques menée par la Premier ministre sortante Iveta Radicova, qui avait fait du retour de son pays à l'équilibre budgétaire sa priorité gouvernementale. En 2011, celui-ci s'établissait à 4,6% (8,1% un an plus tôt). « *Nous sommes contre les privatisations, nous sommes favorables à une meilleure protection des salariés et pour de*

*larges investissements publics* » a-t-il affirmé. Il veut supprimer l'impôt à taux unique (*flat tax*), fixé à 19% (pour la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés) et relever les deux derniers taux d'imposition à 25% pour les Slovaques les plus aisés (personnes percevant plus de 33 000 €) et à 22% pour les entreprises dont les profits dépassent 30 millions € annuels. Robert Fico souhaite instituer une taxe spéciale de 0,7% sur les dépôts bancaires. « *Si vous affichez des bénéfices record, vous devez payer des impôts record* » a-t-il déclaré lors de la campagne.

En dépit de ces annonces, le bilan du premier gouvernement de Robert Fico (2006-2010) plaide pour une continuité de la politique actuelle. Durant ses années à la tête de l'Etat, le leader de SMER-SD avait en effet su préserver l'héritage de la droite libérale tout en augmentant les dépenses sociales de l'Etat, notamment pour atténuer les effets de la crise économique internationale. « *Quel que soit le gouvernement qui sera en charge des affaires, il disposera d'environ 6 semaines pour montrer qu'il peut consolider le budget* » a déclaré Peter Kazimir (SMER-DS), probable futur ministre des Finances. « *Nous sommes pour la consolidation des finances publiques, mais pas au détriment des gens aux faibles revenus. Notre programme est pro-européen. Nous sommes pour la sauvegarde de la zone euro et pour la sauvegarde de l'euro en tant que monnaie européenne forte* » a indiqué Robert Fico.

La situation socioéconomique de la Slovaquie est fragile même si le pays a retrouvé la croissance en 2011 (3,3%). Le chômage affecte 13,3% de la population active. « *Quel que soit le vainqueur des élections, le gouvernement ne peut se permettre de laisser filer les finances publiques* » a affirmé Lubomir Korsnak, analyste financier de l'UniCredit SpA.

Né il y a 47 ans à Topolcany (ouest du pays), Robert Fico est diplômé de droit de l'université Comenius et de l'Institut d'Etat et de droit de l'Académie slovaque des sciences de Bratislava. Membre du Parti communiste en 1987, puis du Parti de la gauche démocratique (SDL), il entre au Parlement pour la première fois en 1992. Il quitte le SDL après les élections législatives des 25 et 26 septembre 1998 qui voient son parti entrer au gouvernement sans qu'il n'obtienne lui-même de poste ministériel. Un an plus tard, en décembre 1999, il fonde son propre parti, Direction (SMER).

Robert Fico débute sa carrière professionnelle au sein de l'Institut du droit du ministère de la Justice avant d'être nommé, en 1994, représentant de la Slovaquie à la Cour européenne des droits de l'Homme de Strasbourg, un poste qu'il occupera durant 6 ans. En 2004, Direction absorbe le Parti de la gauche démocratique, le Parti social-démocrate (SDSS) et l'Alternative so-

## Elections législatives en Slovaquie

### 10 mars 2012

cial-démocrate (SDA). Deux ans plus tard, Robert Fico accède au poste de Premier ministre après la victoire de son parti aux élections législatives du 17 juin 2006. Son parti arrive encore en tête des élections législatives du 12 juin 2010 mais il est dans l'impossibilité de former un gouvernement, faute de proposer une ligne d'action cohérente et capable de rassembler. En octobre dernier, il obtient du gouvernement d'Iveta Radicova l'organisation d'un scrutin législatif anticipé en échange du vote des députés du SMER-SD en faveur

de l'adoption du Fonds européen de stabilité financière (FESF).

La victoire de Robert Fico, qui durant son premier mandat à la tête du pays s'était allié au parti d'extrême droite, le Parti national (SNS), et qui n'a pas hésité parfois à prendre à partie la minorité hongroise du pays (environ 10% de la population), pourrait créer une certaine tension entre Bratislava et Budapest où gouverne Viktor Orban (FIDESZ) avec des accents nationalistes.

#### Résultats des élections législatives du 10 mars 2012 en Slovaquie

Participation : 59,11%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
<b>Direction-Démocratie sociale (SMER-SD)</b>	1 134 280	44,41	83
<b>Mouvement chrétien-démocrate (KDH)</b>	225 361	8,82	16
<b>Parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes (OL'aNO)</b>	218 537	8,55	16
<b>Most-Hid</b>	176 088	6,89	13
<b>Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS)</b>	155 744	6,09	11
<b>Liberté et solidarité (Sloboda a Solidarita, SaS)</b>	150 266	5,88	11
<b>Parti national (SNS)</b>	116 420	4,55	0
<b>Parti de la coalition hongroise (SMK)</b>	109 483	4,28	0
<b>Autres</b>	232 425	10,53	0

Source : Bureau des statistiques slovaques : [http://nrsl2012.statistics.sk/priebezne/tab\\_Pv\\_sk.html](http://nrsl2012.statistics.sk/priebezne/tab_Pv_sk.html)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.